

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2020.

Art. 8. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 26 juni 2020.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

M. DE BLOCK

De Minister van Werk, Economie en Consumenten,

N. MUYLLE

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2020.

Art. 8. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'Economie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 juin 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociale et de la Santé publique,

M. DE BLOCK

La Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs,

N. MUYLLE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41959]

16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 52 relatif aux mesures de déconfinement COVID-19, en matière de formation professionnelle, pris en vertu de l'article 138 de la Constitution

Rapport au Gouvernement

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne.

Au-delà de l'impact sur la santé, cette crise sanitaire a également eu, - et continue d'avoir - un impact économique et social important, en Wallonie, qui touche, avant tout nos concitoyens les plus fragilisés. C'est pourquoi, il est essentiel, dans ce contexte de déconfinement, de prendre des mesures de reprise des activités visant à renouer avec une dynamique positive, constructive et transversale en matière de formation professionnelle. Il s'agit également de prendre en compte les dimensions d'égalité des chances et des droits des femmes, particulièrement représentées dans ces secteurs.

Les secteurs, dispositifs et services visés par le projet d'arrêté répondent à des besoins sociaux et sociétaux prégnants et sont essentiels dans une optique de mise à l'emploi, notamment des publics les plus fragilisés. Une série de mesures ont été prises pour maintenir à l'emploi les travailleurs, soutenir les initiatives permettant de poursuivre l'offre de services à nos concitoyens et, de ce fait, amortir le choc de la crise économique et sanitaire et en limiter l'impact, autant que possible.

Il s'avère maintenant nécessaire d'accompagner la reprise ou la poursuite des activités qui devront être organisées dans le strict respect de la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité, qu'il s'agisse des règles de distanciation physique ou des mesures sanitaires recommandées par Sciensano dans le cadre du déconfinement.

Le présent projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux porte plusieurs mesures spécifiques concernant la formation professionnelle, afin de soutenir la reprise des activités dans le cadre du déconfinement progressif.

Ces mesures visent à tenir compte des conséquences de la crise et de la relance partielle des activités sur les dispositifs de formation professionnelle et d'apporter des réponses adaptées à cette situation exceptionnelle. Elles visent également à soutenir le développement des formations à distance dont l'utilité s'est encore vue renforcée pendant la crise sanitaire.

En vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

L'urgence des dispositions prises est justifiée par le fait que, malgré l'amélioration de la situation, il convient de garantir le strict respect des mesures sanitaires; qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique; que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapides au niveau régional; que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière de formation professionnelle; qu'il est indispensable d'accompagner la reprise des activités des mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés par ces dispositifs; que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi et le maintien des prestations qui résultent de ces dispositifs; que les mesures envisagées impactent directement les bénéficiaires dont il convient d'assurer l'information; que tout retard met à mal l'atteinte des objectifs qu'elles poursuivent.

Il convient donc d'adopter cet arrêté de pouvoirs spéciaux dans les délais les plus brefs afin que les mesures qu'il contient sortent pleinement leurs effets et se conforment aux temporalités et aux modalités de déconfinement établies par le Conseil National de Sécurité.

Le projet d'arrêté est structuré en 7 sections.

Section 1. — Dispositions générales

L'article 1^{er} précise que le projet d'arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la constitution, en vertu de l'article 138.

L'article 2 reprend une disposition générale précisant que toute subvention prévue par le présent arrêté ne peut pas être supérieure aux coûts effectivement supportés par son bénéficiaire.

Section 2. — Mesures relatives au contrat de formation professionnelle

L'article 3 prévoit que les heures de formation qui ne peuvent être effectuées selon le régime hebdomadaire usuellement applicable au contrat de formation professionnelle, en raison des aménagements résultant de la crise du COVID-19, sont remplacées par des heures de formation à distance.

L'article 3 permet, en outre, de suspendre le contrat de formation professionnelle lorsque les heures de formation ne peuvent être remplacées.

Ces dispositions s'appliquent à tout contrat de formation professionnelle dispensé entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 2020.

L'article 4 permet la conclusion à distance, au moyen d'une carte d'identité électronique, des contrats de formation professionnelle.

Section 3. — Mesures relatives au dispositif de formation individuelle

L'article 5 et l'article 6 prévoient la possibilité, respectivement, de conclure ou de rompre, à distance, un contrat de formation-insertion, au moyen d'une carte d'identité électronique.

Section 4. — Mesures relatives dispositif de formation alternée des demandeurs d'emploi

L'article 7 a pour objectif d'ouvrir les conditions d'accès au dispositif de formation alternée par la suspension des conditions relatives à l'âge et au diplôme du demandeur d'emploi. L'objectif de cette mesure est de répondre à la réduction des capacités d'accueil des centres de formation professionnelle à la suite des aménagements organisationnels résultant des mesures de sécurité sanitaire à respecter et ainsi maintenir les possibilités de formation du plus grand nombre.

Cela permet notamment d'inclure les jeunes en stage d'insertion. Il convient toutefois de limiter leur formation à 9 mois dès lors que le dépassement de ce délai suspend la durée de leur stage d'insertion.

L'article 8 déroge également au principe selon lequel la formation doit être exercée à temps plein pour tenir compte des conséquences de l'accessibilité au dispositif des personnes ne bénéficiant pas d'allocations de chômage ou du revenu d'intégration sociale. Cette restriction a pour objet de tenir comptes des règles fédérales en matière de soumission au régime de sécurité sociale.

L'article 9 précise que les articles 7 et 8 s'appliquent à tout contrat de formation alternée qui a été conclu entre le 1^{er} juin et le 31 décembre et, ce, pour toute la durée du contrat, même s'il se clôture au-delà de l'année 2020.

Section 5. — Centre d'insertion socioprofessionnelle

L'article 10 prévoit une majoration de la subvention au bénéfice des centres d'insertion socioprofessionnelle afin de tenir compte des coûts sanitaires, médicaux, paramédicaux et relatifs à l'entretien des locaux, résultant de la crise sanitaire.

L'article 11 octroie une subvention visant l'achat d'équipements informatiques permettant de réaliser à distance les prestations.

L'article 12 précise la procédure applicable à l'octroi de ces subventions et les modalités de leur liquidation.

L'article 13 prévoit que les heures de formation effectuées par les centres d'insertion socioprofessionnelle sont comptées doubles entre le 1^{er} juin et 31 décembre 2020. Cette disposition vise à compenser la diminution du nombre de stagiaires par formation en raison des aménagements résultant des mesures de sécurité sanitaires édictées.

Section 6. — Plan mobilisateur des technologies de l'information

L'article 14 prévoit que les heures de formation effectuées par les opérateurs de formation PMTIC sont comptées doubles entre le 1^{er} juin et 31 décembre 2020. Cette disposition vise à compenser la diminution du nombre de stagiaires par formation en raison des aménagements résultant des mesures de sécurité sanitaires édictées.

L'article 15 prévoit une majoration de la subvention au bénéfice des centres d'insertion socioprofessionnelle afin de tenir compte des coûts sanitaires, médicaux, paramédicaux et relatifs à l'entretien des locaux, résultant de la crise sanitaire.

L'article 16 octroie une subvention visant l'achat d'équipements informatiques permettant de réaliser à distance les prestations.

L'article 17 précise la procédure applicable à l'octroi de ces subventions et les modalités de leur liquidation.

Section 7. — Dispositions finales

L'article 18 prévoit l'entrée en vigueur de l'arrêté au 1^{er} juin 2020, à l'exception des articles 10 et 15 qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

La rétroactivité a pour objectif d'assurer la cohérence entre l'entrée en vigueur de l'arrêté et la temporalité des effets de ses articles.

Cette rétroactivité permet de répondre aux besoins liés au déconfinement et résultant de la crise du COVID-19 ainsi que des différents moments auxquels ses effets se sont fait ressentir. La rétroactivité est indispensable afin d'assurer l'atteinte par l'arrêté des objectifs qui lui sont assignés.

En outre, cette rétroactivité ne préjudicie pas au droit des tiers et leur est, au contraire, favorable.

L'article 19 charge la Ministre de la formation de l'exécution du présent arrêté.

Avis du Conseil d'Etat n° 67.541/2 du 10 juin 2020

Section de législation

Le 4 juin 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Présidente du Gouvernement wallon et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° XX 'relatif aux mesures de déconfinement COVID-19, en matière de formation professionnelle, pris en vertu de l'article 138 de la Constitution'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 juin 2020. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, Christian Behrendt, assesseur, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne Vagman, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juin 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée comme suit :

Considérant que les conséquences directes et indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapides au niveau régional;

Considérant que la période de confinement a mis en péril les secteurs et les dispositifs en matière d'emploi, de formation professionnelle, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer;

Considérant les conséquences à moyen terme de la crise du COVID-19 et l'impact des mesures de sécurité toujours applicables dans les dispositifs précités;

Considérant qu'il convient dès lors d'accompagner la reprise des activités, dans le cadre du déconfinement, des mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés par les dispositifs précités;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans l'adoption de ces mesures est de nature à mettre mal la reprise des activités dans le cadre du déconfinement ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. L'arrêté en projet se donne erronément pour fondement juridique l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19'.

Il peut en revanche trouver un fondement juridique dans l'article 2 du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution' (ci-après : « le décret du 17 mars 2020 »).

Cet article 2 dispose comme suit :

« § 1^{er}. Afin de permettre à la Région wallonne de réagir à la pandémie de COVID-19, le Gouvernement peut, dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

§ 2. Les arrêtés prévus au paragraphe 1^{er} peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions décrétales en vigueur, même dans les matières qui sont expressément réservées au décret par la Constitution.

Ces arrêtés peuvent notamment déterminer les sanctions administratives, civiles et pénales applicables à leur infraction.

Les sanctions pénales ne peuvent comporter de peines supérieures à celles que la législation complétée, modifiée ou remplacée attache aux infractions en cause au moment de l'entrée en vigueur du présent décret ».

Inscrit dans ce cadre juridique, l'arrêté en projet devra faire l'objet d'une confirmation décrétales ultérieure conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020.

Le Gouvernement ne perdra pas de vue qu'en vertu de l'article 4, § 2, du décret du 17 mars 2020, l'arrêté en projet sera communiqué au président du Parlement avant sa publication au *Moniteur belge* (1).

Par ailleurs, il est suggéré, même si l'article 3bis, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ne l'impose pas formellement, que le rapport au Gouvernement soit publié en même temps que l'arrêté en projet, accompagné du présent avis.

2.1. Ceci étant rappelé, il y a lieu de constater qu'en plusieurs de ses articles, l'arrêté en projet n'entend pas abroger, compléter, modifier, ou remplacer des dispositions de nature législative, mais tend à prévoir des dérogations ou des compléments à des dispositions réglementaires en vigueur, qui figurent dans des arrêtés ordinaires adoptés par le Gouvernement wallon ou relevant de sa compétence.

Il en va spécialement ainsi des articles 4, 5, 6, 13 (*partim*) et 14 (*partim*) du projet.

S'agissant des dispositions qui entendent uniquement déroger à ou compléter des dispositions de nature réglementaire, celles-ci pourraient trouver le cas échéant un fondement juridique dans les dispositions législatives qui constituent elles-mêmes les fondements juridiques des arrêtés ordinaires qu'il est envisagé de compléter ou auxquels il est envisagé de déroger.

2.2. Il reste toutefois que l'intention du Gouvernement, telle qu'elle résulte notamment du préambule du projet, est de se fonder sur l'article 2 du décret du 17 mars 2020 et de recourir ainsi à la mise en œuvre de pouvoirs spéciaux et ce, pour la totalité des dispositions du projet.

À cet égard, l'on soulignera que, compte tenu de l'article 4, § 1^{er}, de ce décret du 17 mars 2020, le recours aux pouvoirs spéciaux dispense le Gouvernement d'accomplir les formalités préalables, sous réserve de celles qui résultent de normes supérieures au décret et du maintien de l'obligation de consulter la section de législation du Conseil d'État dans les conditions énoncées par l'alinéa 2 de l'article 4, § 1^{er}, précité.

Ceci étant, il convient d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur ce qui suit.

Dans l'avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 sur une proposition devenue la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I)' et la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)', la section de législation a commenté en ces termes la possibilité pour le pouvoir exécutif de rechercher un fondement juridique à la fois dans des habilitations ordinaires et dans une disposition législative octroyant au pouvoir exécutif des pouvoirs spéciaux :

« 8. La proposition prévoit la confirmation obligatoire de tous les arrêtés pris sur la base de la réglementation proposée, même lorsque cela ne s'avère pas strictement nécessaire d'un point de vue juridique. Ainsi, il est possible que le Roi prenne des mesures ou modifie des dispositions réglementaires qui relèvent déjà de sa compétence en vertu de la législation actuellement en vigueur, mais recherche malgré tout à cet effet un fondement juridique dans l'article 5, § 1^{er}, de la proposition, par exemple parce que celles-ci vont de pair avec des mesures pour lesquelles il faut bel et bien recourir aux pouvoirs spéciaux ou parce que la loi de pouvoirs spéciaux lui permet de passer outre à certaines formalités.

Par l'effet de la confirmation, toutes les dispositions fixées ou modifiées par un arrêté de pouvoirs spéciaux acquièrent force de loi. Par la suite, elles ne pourront plus être modifiées que par une loi formelle. Le Roi ne pourra plus les modifier d'autorité, même si une disposition légale spécifique l'habilite à prendre des mesures en la matière. Pour ce motif, le Conseil d'État, section de législation, a toujours déconseillé par le passé d'apporter des modifications à des arrêtés d'exécution ordinaires par la voie d'arrêtés de pouvoirs spéciaux (2).

Le législateur est dès lors tenu de vérifier s'il n'est pas judicieux d'indiquer, soit dans la proposition à l'examen, soit dans les lois de confirmation ultérieures, que les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Roi, du moins dans la mesure où un fondement juridique matériel existe également à cet effet (3) » (4).

2.3. Il appartient au Gouvernement de s'appuyer sur le décret du 17 mars 2020 pour adopter l'arrêté en projet s'il estime que l'urgence à le mettre en œuvre dans l'ensemble de ses dispositions ne peut souffrir aucun retard lié à l'accomplissement de formalités préalables (5).

Comme mentionné dans l'observation générale n° 1 formulée ci-avant, le projet devra dans cette hypothèse faire l'objet d'une confirmation décrétable ultérieure conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020. Par ailleurs, en vertu de l'article 4, § 2, du même décret, l'arrêté en projet sera alors communiqué au Président du Parlement avant sa publication au *Moniteur belge*.

À toutes fins utiles et compte tenu de la date à laquelle le présent avis est donné, l'attention de l'auteur du projet est également attirée sur la nécessité que le projet, s'il se fonde sur le décret du 17 mars 2020 précité, soit adopté au plus tard le 17 juin 2020 puisque, conformément à l'article 6 du même décret, l'habilitation conférée au Gouvernement « est valable trois mois à dater de son entrée en vigueur », laquelle a eu lieu le 18 mars 2020 en application de l'article 7 du même décret.

Observations particulières

Préambule

1. Les articles 127 et 138 de la Constitution ne constituent pas le fondement juridique de l'arrêté en projet.

L'alinéa 1^{er} sera donc omis.

2. L'alinéa 2, devenant l'alinéa 1^{er}, sera remplacé par ce qui suit :

« Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, l'article 2; ».

3. Après l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1^{er}, des alinéas seront insérés dans le préambule afin de viser, de façon analogue à ce qui se pratique pour la mention des textes qu'un projet modifie, ceux auxquels le projet entend déroger ou qu'il entend compléter (6).

4. Les avis, accord et rapport visés aux alinéas 3 à 5 ont été donnés et réalisés respectivement le 3, le 4 et le 3 juin 2020.

Le préambule sera complété ou revu en conséquence.

Dispositif

Article 3

Selon le commentaire de l'article 3,

« [L]es dispositions [de l'article 3] s'appliquent à tout contrat de formation professionnelle dispensé entre le 1^{er} juin et le 30 septembre 2020 ».

L'alinéa 3 du dispositif prévoit toutefois que

« [L]es alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent à toute formation, couverte par un contrat de formation professionnelle [...], qui est dispensée entre le 1^{er} juin 2020 et 31 décembre 2020 ».

Le dispositif et son commentaire seront alignés.

Article 12

La récupération des subventions indûment liquidées ou utilisées est déjà régie, dans le détail, par l'article 61 du décret du 15 décembre 2011 'portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes'.

La section de législation n'aperçoit dès lors pas l'utilité de l'alinéa 4 de l'article 12 du projet ni, surtout, comment il pourrait se justifier au regard des exigences de l'article 2 du décret du 17 mars 2020, qui subordonne la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux conférés au Gouvernement à la nécessité de prendre « des mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave » et ce, « [a]fin de permettre à la Région wallonne de réagir à la pandémie de COVID-19 ».

L'alinéa 4 sera donc omis.

Une observation identique vaut pour l'article 17, alinéa 3, du projet.

Article 19

Afin de tenir compte du fait que la disposition d'exécution a pour vocation à être mise en œuvre également, le cas échéant, par tout titulaire futur des attributions ministérielles en matière de formation professionnelle, il y a lieu de rédiger l'article 19 comme suit :

« Le ministre qui la formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

Le Greffier,
Béatrice Drapier

Le Président,
Pierre Vandernoot

Notes

- 1 Pour une observation analogue, voir l'avis n° 67.173/2 donné par la section de législation le 1^{er} avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2 du Gouvernement de la Communauté française 'pris en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 relatif à la création d'un fonds d'urgence et de soutien' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67173.pdf>) et l'avis n° 67.348/2 donné le 11 mai 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'relatif au soutien des centres de rencontres et d'hébergement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19'.
- 2 *Note de bas de page n° 13 de l'avis cité* : Voir notamment l'avis C.E. 25.669/8 du 24 octobre 1996 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 'visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre I du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25669>; l'avis C.E. 25.671/8 du 24 octobre 1996 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 'instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25671>; l'avis C.E. 25.992/1/2/8 du 23 janvier 1997 sur un avant-projet devenu la loi du 13 juin 1997 'portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25992>.
- 3 *Note de bas de page n° 14 de l'avis cité* : En effet, pareille disposition, qui par exemple est également utilisée lorsque le législateur apporte directement des modifications à une disposition réglementaire, ne peut être considérée en soi comme une habilitation illimitée permettant au Roi d'apporter n'importe quelle modification. Au contraire, il s'agit uniquement d'une autorisation formelle conférée au Roi en vue de modifier de nouveau les dispositions concernées, sans qu'il soit dispensé à cet égard de l'exigence d'un fondement juridique matériel à cet effet. Voir notamment l'avis C.E. 61.069/1 du 13 avril 2017 sur un avant-projet devenu le décret du 16 juin 2017 'betreffende het onderwijs XXVII', n° 7.1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61069>.
- 4 *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1104/002, pp. 10 et 11, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67142.pdf>.
- 5 Par exemple, en l'espèce, l'avis du comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, lequel est requis en vertu de l'article 13 du décret du 6 mai 1999 'relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi'.
- 6 *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n°s 29 et 30.

**16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 52
relatif aux mesures de déconfinement COVID-19, en matière de formation professionnelle,
pris en vertu de l'article 138 de la Constitution**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2;

Vu le décret 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;

Vu l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juin 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juin 2020;

Vu le rapport du 3 juin 2020, établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 67.54/2 du Conseil d'État, donné le 10 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant l'évolution de l'épidémie de COVID-19 et les décisions du conseil national du travail relatives aux différentes périodes de déconfinement;

Considérant que malgré l'amélioration de la situation, il convient de maintenir le strict respect des mesures sanitaires;

Considérant que les conséquences directes et indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapides au niveau régional;

Considérant que la période de confinement a mis en péril les secteurs et les dispositifs de formation professionnelle, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer;

Considérant les conséquences à moyen terme de la crise du COVID-19 et l'impact des mesures de sécurité toujours applicables dans les dispositifs précités;

Considérant qu'il convient dès lors d'accompagner la reprise des activités, dans le cadre du déconfinement, des mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés par les dispositifs précités;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi et le maintien des prestations qui résultent de ces dispositifs;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans l'adoption de ces mesures est de nature à mettre mal la reprise des activités dans le cadre du déconfinement;

Considérant que, vu les règles de sécurité sanitaire nécessitant l'aménagement des modalités selon lesquelles les formations professionnelles sont dispensées, notamment en termes de régime hebdomadaire de formation, il convient de permettre l'organisation d'une partie de certaines formations, à distance, afin de répondre aux besoins des stagiaires et d'adapter les modalités de suspension des contrats de formation professionnelle;

Considérant, dans une optique de sécurité sanitaire et dans un souci de simplification administration, qu'il convient de permettre la conclusion à distance des contrats de formation professionnelle et des contrats de formation-insertion;

Considérant que, dès lors que les mesures de sécurité sanitaire, dont celles de distanciation sociale, ne permettent plus d'accueillir en formation plus de 50% du public accueilli avant la crise, il est proposé de favoriser la formation alternée pour tous les demandeurs d'emploi, en levant, jusqu'au 31 décembre 2020, les critères de sélection des publics cibles (âge, formation, bénéfice d'allocations de remplacement, ...), ce afin d'augmenter la possibilité, pour les stagiaires, de se former et, in fine, leurs chances de s'insérer sur le marché du travail;

Considérant que, afin d'assurer la sécurité sanitaire des travailleurs et usagers des services offerts par les centres d'insertion socioprofessionnelle et les opérateurs de formation PMTIC, il convient de compenser les coûts supplémentaires nécessaires à la fourniture des équipements sanitaires;

Considérant que, afin de soutenir les prestations à distance, mises en place pendant la période de confinement, et d'en assurer le développement, il convient d'apporter une aide aux centres d'insertion socioprofessionnelle et aux opérateurs de formation PMTIC, dans la prise en charge de l'équipement informatique;

Considérant que le nombre de bénéficiaires susceptible de suivre les formations organisées par les centres d'insertion socioprofessionnelle et les opérateurs de formations PMTIC dans les prochains mois sera directement impacté par les mesures prises afin d'assurer la sécurité sanitaire, alors que le nombre de formateurs et les frais connexes restent, au minimum, identiques;

Considérant que les mesures s'appliquent à partir du 1^{er} juin 2020 et, pour certaines, à partir du 1^{er} janvier 2020, qu'il convient dès lors que l'arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2020 et, pour les articles 10 et 15, au 1^{er} janvier 2020;

Considérant que cette entrée en vigueur vise à assurer le plein effet des mesures et l'atteinte des objectifs qui leur sont assignés;

Considérant que cette rétroactivité ne porte pas atteinte aux droits des tiers et, au contraire, leur est favorable;

Sur proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Section 1. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté et pour chacune des dispositions prises en matière de subventionnement, le montant de la subvention ne peut pas être supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire, pour ce qui est subventionné.

Section 2. — Mesures relatives au contrat de formation professionnelle

Art. 3. Lorsqu'une formation professionnelle couverte par un contrat de formation professionnelle ne peut pas être dispensée selon le régime hebdomadaire usuellement applicable à la formation professionnelle concernée, à la suite des aménagements résultant de l'application des règles sanitaires édictées dans le cadre de la crise du COVID-19, les heures de formation non dispensés sont remplacées, dans les limites des moyens disponibles, par des heures de formations à distance répondant aux besoins du stagiaire en termes d'acquisition de compétences.

Lorsque les heures de formation non dispensées, visées à l'alinéa 1^{er}, ne peuvent pas être remplacées par une formation à distance, l'exécution du contrat de formation professionnelle est suspendue durant les heures concernées.

Les alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent à toute formation, couverte par un contrat de formation professionnelle, au sens de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, qui est dispensée entre le 1^{er} juin 2020 et 31 décembre 2020.

Art. 4. Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 décembre 2020, le contrat de formation professionnelle peut être conclu, en tout ou en partie, à distance, au moyen d'une carte d'identité électronique.

Section 3. — Mesures relatives au dispositif de formation individuelle

Art. 5. Pour l'application de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 2020, le contrat de formation peut être conclu, en tout ou en partie, à distance au moyen d'une carte d'identité électronique.

Art. 6. Par dérogation à l'article 7, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 décembre 2020, chacune des parties peut mettre fin au contrat de formation-insertion par courrier électronique, dans le respect des autres conditions applicables pour mettre fin au contrat de formation-insertion.

Section 4. — Mesures relatives dispositif de formation alternée des demandeurs d'emploi

Art. 7. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 4, §§ 1^{er} et 2, du décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, la formation alternée est accessible à :

- 1° tout demandeur d'emploi inoccupé inscrit en tant que tel auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 2° tout demandeur d'emploi inscrit dans une cellule de reconversion telle que prévue par le décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la formation alternée n'est pas accessible au demandeur d'emploi inscrit comme apprenant pour un métier similaire auprès d'un opérateur d'enseignement ou d'un opérateur agréé en formation en alternance.

§ 2. Lorsque l'exécution de la formation alternée se situe pendant la période du stage d'insertion visé à l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, par dérogation à l'article 7, alinéa 1^{er}, du décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, sa durée est inférieure à neuf mois.

Art. 8. Par dérogation à l'article 5 du décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi, lorsque le demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, n'est pas bénéficiaire d'allocations d'insertion, de chômage ou de sauvegarde en vertu de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ni d'un revenu d'intégration sociale instauré par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, la formation alternée doit compter :

- 1° moins de cent cinquante heures de formation, sur base annuelle, auprès d'un opérateur de formation;
- 2° et moins de vingt heures de formation, sur base hebdomadaire, auprès de l'employeur.

Le nombre d'heures visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, est calculé au prorata de la durée totale de la formation.

Art. 9. Les articles 7 et 8 s'appliquent à tout contrat de formation alternée conclu entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 décembre 2020, et pour toute sa durée.

Section 5. — Centre d'insertion socioprofessionnelle

Art. 10. La subvention, visée à l'article 17, § 1^{er}, du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, est majorée d'un montant correspondant à 0,15 euro, multiplié par le nombre annuel d'heures de formation pour lequel le centre d'insertion socioprofessionnelle est agréé, divisé par 2.

La majoration de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est destinée à couvrir l'achat d'équipements et de produits paramédicaux, médicaux et sanitaires, ainsi que le coût de l'entretien sanitaire des locaux pris en charge par le centre d'insertion socioprofessionnelle entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020.

Art. 11. Il est octroyé aux centres d'insertion socioprofessionnelle, agréés en vertu du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, une subvention exceptionnelle unique de 5000 euros visant à couvrir l'achat d'équipement et matériel informatique permettant la réalisation à distance, d'activités du centre d'insertion socioprofessionnelle.

Art. 12. Par dérogation à l'article 17, § 3, du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, le montant correspondant à la majoration de la subvention, visée à l'article 10, et à la subvention, visée à l'article 11, est liquidé par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi sur la base d'une déclaration de créance envoyé par le centre d'insertion socioprofessionnelle.

Le centre d'insertion socioprofessionnelle fournit, au moment de l'envoi des documents visés à l'article 31, § 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les pièces justificatives relatives aux dépenses visées aux articles 10 et 11.

Les dépenses visées à l'article 11 du présent arrêté, sont réputées amorties sur l'année 2020.

Art. 13. Pour l'application de l'article 17, § 5, décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle et de l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, une heure de formation prestée entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 décembre 2020 est comptabilisée double, dans les limites du nombre d'heures de formation agréées.

Section 6. — Plan mobilisateur des technologies de l'information

Art. 14. Pour l'application de l'article 10, § 1^{er}, du décret du 3 février 2005 relatif au plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication et de l'article 12, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, les heures de formation, prestées entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 décembre 2020, sont comptées double, dans les limites du nombre d'heures de formation agréées.

Art. 15. La subvention, visée à l'article 10, § 1^{er}, du décret du 3 février 2005 relatif au plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication est majorée d'un montant correspondant à 0,15 euro multiplié par le nombre d'heures de formation pour lequel est agréé l'opérateur de formation, visé à l'article 2, 1^o, du décret du 3 février 2005 relatif au plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, divisé par deux.

La majoration de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est destinée à couvrir l'achat d'équipements et de produits paramédicaux, médicaux et sanitaires, ainsi que le coût de l'entretien sanitaire des locaux pris en charge par l'opérateur de formation PMTIC entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020.

Art. 16. Il est octroyé aux opérateurs de formation, visés à l'article 2, 1^o, du décret du 3 février 2005 relatif au plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, une subvention exceptionnelle unique de 1000 euros qui vise à couvrir l'achat d'équipement et matériel informatique permettant la prestation à distance des activités de formation.

Art. 17. Le montant de la majoration de la subvention, visée à l'article 15, et la subvention, visée à l'article 16, sont liquidés par l'administration, visée à l'article 2, 3^o, du décret du 3 février 2005 relatif au plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, sur la base d'une déclaration de créance envoyée par l'opérateur de formation.

L'opérateur de formation fournit, au moment de l'envoi du rapport d'activité, visé à l'article 16, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, les pièces justificatives relatives aux dépenses visées aux articles 15 et 16.

Section 7. — Dispositions finales

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2020, à l'exception des articles 10 et 15 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 19. Le Ministre qui a la formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action Sociale,
de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41959]

**16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 52
betreffende de afbouwmaatregelen COVID-19 inzake de beroepsopleiding,
genomen krachtens artikel 138 van de Grondwet**

VERSLAG AAN DE REGERING

De buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zijn van dien aard dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen.

Naast de impact op de gezondheid heeft deze gezondheids crisis ook - en nog steeds - een belangrijke economische en sociale impact in Wallonië, die vooral onze meest kwetsbare burgers treft. Daarom is het in deze context van afbouw van de lockdown van essentieel belang om maatregelen te nemen om de activiteiten te hervatten die gericht zijn op het herstel van een positieve, constructieve en transversale dynamiek op het gebied van beroepsopleiding. Er moet ook om rekening te worden gehouden met de dimensie van gelijke kansen en rechten van vrouwen, die bijzonder vertegenwoordigd zijn in deze sectoren.

De bij het ontwerp-besluit beoogde sectoren, regelingen en diensten beantwoorden aan belangrijke sociale en maatschappelijke behoeften en zijn essentieel voor het scheppen van banen, met name voor de meest kwetsbare groepen. Er is een reeks maatregelen genomen om de werknemers aan het werk te houden, initiatieven te ondersteunen om de dienstverlening aan onze medeburgers voort te zetten en om de schok van de economische en sanitaire crisis te beperken en de gevolgen ervan zoveel mogelijk te beperken.

Het is nu noodzakelijk de hervatting of de voortzetting van de activiteiten te begeleiden, die zullen moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde afbouwstrategie, of het nu gaat om de regels van social distancing of om de door Sciensano aanbevolen gezondheidsmaatregelen in het kader van de afbouw van de lockdown.

Dit ontwerp-besluit van bijzondere machten heeft betrekking op een aantal specifieke maatregelen inzake beroepsopleiding, om de hervatting van de activiteiten in het kader van de geleidelijke afbouw van de lockdown te ondersteunen.

Deze maatregelen zijn bedoeld om rekening te houden met de gevolgen van de crisis en de gedeeltelijke hervatting van de activiteiten op de regeling voor beroepsopleiding en om passende antwoorden te geven op deze uitzonderlijke situatie. Zij hebben ook tot doel de ontwikkeling van de opleidingen op afstand te ondersteunen, waarvan het nut tijdens de gezondheids crisis nog is vergroot.

Krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 is de Regering bevoegd om alle passende maatregelen te nemen om elke situatie die een probleem vormt in het strikte kader van de pandemie van COVID-19 en de gevolgen ervan te voorkomen en aan te pakken en die op straffe van ernstig gevaar met spoed moet worden aangepakt.

De dringendheid van de genomen maatregelen wordt gerechtvaardigd door het feit dat, ondanks de verbetering van de situatie, de strikte naleving van de gezondheidsmaatregelen moet worden gewaarborgd; dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, noodzakelijk is onmiddellijk de aanbevolen maatregelen te nemen die uit het oogpunt van de volksgezondheid onontbeerlijk blijken; dat de directe of indirecte gevolgen van de crisis een snel beheer en een snelle reactie op regionaal niveau vereisen; dat de crisis de sectoren en systemen voor werkgelegenheid en inschakeling, ook op het gebied van de sociale economie, in het gedrang kan brengen; dat het van essentieel belang is de hervatting van de activiteiten te begeleiden met de maatregelen die nodig zijn om de doelstellingen van deze regelingen na te streven; dat de geplande maatregelen onontbeerlijk zijn om de werkgelegenheid en het behoud van de uit deze regelingen voortvloeiende prestaties te garanderen; dat de geplande maatregelen rechtstreekse gevolgen hebben op de begunstigden, die moeten worden geïnformeerd; dat elke vergraving de verwezenlijking van de door hen nagestreefde doelstellingen in het gedrang zal brengen.

Dat besluit van bijzondere machten moet dus zo spoedig mogelijk aangenomen worden zodat de daarin vervatte maatregelen volkomen gevolg hebben en de door de nationale veiligheidsraad vastgestelde termijnen en afbouwmodaliteiten in acht worden genomen.

Het ontwerpbesluit is structureel opgedeeld in zeven afdelingen.

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

In artikel 1 wordt bepaald dat het ontwerp-besluit een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 regelt.

In artikel 2 wordt een algemene bepaling overgenomen waarin wordt vastgesteld dat elke in dit besluit bedoelde toelage niet hoger mag zijn dan de werkelijk door de begunstigde gedragen kosten.

Afdeling 2. — Maatregelen betreffende de overeenkomst voor beroepsopleiding

In artikel 3 wordt bepaald dat de opleidingsuren die niet kunnen worden verstrekt in het kader van de wekelijkse regeling die gewoonlijk van toepassing is op de overeenkomst voor beroepsopleiding vanwege de aanpassingen als gevolg van de COVID-19-crisis, door opleidingsuren op afstand worden vervangen.

Artikel 3 maakt het bovendien mogelijk om de overeenkomst voor beroepsopleiding op te schorten wanneer de opleidingsuren niet kunnen worden vervangen.

Deze bepalingen zijn van toepassing op alle overeenkomsten voor beroepsopleiding waarvan de opleiding tussen 1 juni en 31 december 2020 wordt verstrekt.

Artikel 4 maakt het sluiten op afstand van overeenkomsten voor beroepsopleiding door middel van een elektronische identiteitskaart mogelijk.

Afdeling 3. — Maatregelen betreffende de regeling voor individuele opleiding

Artikel 5 en artikel 6 voorzien in de mogelijkheid om een overeenkomst opleiding-inschakeling respectievelijk te sluiten of te beëindigen door middel van een elektronische identiteitskaart.

Afdeling 4. — Maatregelen betreffende de regeling voor alternerende opleiding van de werkzoekenden

Het doel van artikel 7 is de voorwaarden voor toegang tot de alternerende opleiding open te stellen via de opschorting van de voorwaarden met betrekking tot de leeftijd en het diploma van de werkzoekende. Het doel van deze maatregel is te reageren op de vermindering van de opnamecapaciteit van de beroepsopleidingscentra als gevolg van de organisatorische aanpassingen die voortvloeien uit de in acht te nemen sanitaire maatregelen, en zo de opleidingsmogelijkheden voor een zo groot mogelijk aantal mensen te behouden.

Dit maakt het met name mogelijk om jongeren in inschakelingsstage in te sluiten. Hun opleiding dient echter beperkt te blijven tot negen maanden, aangezien het overschrijden van deze termijn de duur van hun inschakelingsstage opschort.

Artikel 8 kijkt ook af van het beginsel volgens welk de opleiding voltijds moet uitgeoefend om rekening te houden met de gevolgen van de toegankelijkheid van de regeling voor mensen die geen werkloosheidsuitkering of leefboon ontvangen. Het doel van deze beperking is rekening te houden met de federale regels inzake de onderwerping aan de sociale-zekerheidsregeling.

Artikel 9 bepaalt dat de artikelen 7 en 9 van toepassing zijn op elke overeenkomst voor alternerende opleiding gesloten tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020 en voor de hele duur ervan ook als deze na 2020 afloopt.

Afdeling 5. — Centrum voor socioprofessionele inschakeling

Artikel 10 voorziet in een verhoging van de toelage ten gunste van de centra voor socio-professionele inschakeling om rekening te houden met de sanitaire, medische en paramedische kosten in verband met het onderhoud van de lokalen als gevolg van de gezondheids crisis.

Artikel 11 kent een toelage toe voor de aanschaf van computerapparatuur die het mogelijk maken prestaties op afstand uit te voeren.

In artikel 12 wordt de procedure voor de toekenning van deze toelagen en de modaliteiten voor de vereffening ervan bepaald.

Artikel 13 bepaalt dat de opleidingsuren verstrekt door de centra voor socioprofessionele inschakeling tussen 1 juni en 31 december 2020 dubbel worden geteld. Deze bepaling is bedoeld als compensatie voor de vermindering van het aantal stagiairs per opleiding als gevolg van de aanpassingen die voortvloeien uit de vastgestelde sanitaire maatregelen.

Afdeling 6. — Sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën

Artikel 14 bepaalt dat de opleidingsuren verstrekt door de opleidingsoperatoren PMTIC tussen 1 juni en 31 december 2020 dubbel worden geteld. Deze bepaling is bedoeld als compensatie voor de vermindering van het aantal stagiairs per opleiding als gevolg van de aanpassingen die voortvloeien uit de vastgestelde sanitaire maatregelen.

Artikel 15 voorziet in een verhoging van de toelage ten gunste van de centra voor socio-professionele inschakeling om rekening te houden met de sanitaire, medische en paramedische kosten in verband met het onderhoud van de lokalen als gevolg van de gezondheidscrisis.

Artikel 16 kent een toelage toe voor de aanschaf van computerapparatuur die het mogelijk maken prestaties op afstand uit te voeren.

In artikel 17 wordt de procedure voor de toekenning van deze toelagen en de modaliteiten voor de vereffening ervan bepaald.

Afdeling 7. — Slotbepalingen

Artikel 18 voorziet in de inwerkingtreding van het besluit op 1 juni 2020, met uitzondering van de artikelen 10 en 15 die op 1 januari 2020 in werking treden.

Het doel van de terugwerkende kracht is te zorgen voor samenhang tussen de inwerkingtreding van het besluit en de tijdelijkheid van de gevolgen van zijn artikelen.

Deze terugwerkende kracht maakt het mogelijk om in te spelen op de behoeften in verband met de afbouw van de lockdown en voortvloeiend uit de crisis COVID-19 en de verschillende momenten waarop de gevolgen ervan voelbaar waren. Terugwerkende kracht is essentieel om ervoor te zorgen dat de doelstellingen van het besluit worden bereikt.

Bovendien doet deze terugwerkende kracht geen afbreuk aan de rechten van derden en is ze integendeel gunstig voor hen.

Artikel 19 belast de Minister van Vorming met de uitvoering van dit besluit.

Advies van de Raad van State nr. 67.541/2 van 10 juni 2020

Afdeling Wetgeving

Op 4 juni 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen advies uit te brengen over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering 'van bijzondere machten nr. ... betreffende de afbouwmaatregelen COVID-19 inzake beroepsopleiding', genomen krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Het ontwerp werd door de tweede kamer onderzocht op 10 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, voorzitter van de kamer, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, Staatsraden, Christian Behrendt, assessor en Béatrice Drapier, griffier

Verslag werd uitgebracht door Anne Vagman, eerste auditeur.

Het advies met onderstaande tekst werd uitgebracht op 10 juni 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, dienen in de adviesaanvraag in het bijzonder de motieven te worden opgegeven die het dringend karakter verantwoorden.

Het schrijven luidt als volgt:

"De dringende noodzakelijkheid wordt gemotiveerd als volgt:

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de lockdownperiode de sectoren en regelingen voor de werkgelegenheid, socioprofessionele inschakeling en sociale economie in gevaar heeft gebracht, evenals de doelstellingen die met deze regelingen worden nagestreefd;

Gelet op de gevolgen op middellange termijn van de crisis COVID-19 en het effect van de veiligheidsmaatregelen die nog steeds van toepassing zijn in de bovengenoemde regelingen;

Overwegende dat de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown derhalve gepaard moet gaan met de nodige maatregelen om de doelstellingen van de bovengenoemde regeling na te streven;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de werkgelegenheid en de handhaving van de sociale prestaties voortvloeiend uit deze regelingen te garanderen;

Geelet op de dringendheid van de uitvoering van deze maatregelen om het ermee beoogde doel te bereiken en overwegende dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown kan belemmeren".

Daar de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte en tot het voltooien van de voorafgaandelijke vormvereisten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten geeft het ontwerp aanleiding tot volgende bemerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19' vormt ten onrechte de rechtsgrondslag van het ontwerp-besluit.

Bedoeld ontwerp-besluit kan echter rechtsgrond vinden in artikel 2 van het decreet van 17 maart 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet' (hierna: "het decreet van 17 maart 2020").

Dat artikel 2 bepaalt hetgeen volgt:

"§ 1. Om de Waalse Regering in staat te stellen om te reageren op de pandemie COVID-19, kan de Regering, in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen krachtens artikel 138 van de Grondwet, alle nuttige maatregelen nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en de gevolgen ervan en die geregeld moet worden op straffe van ernstig gevaar.

§ 2. De besluiten bepaald in paragraaf 1 kunnen de vigerende decretale bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen zelfs in de aangelegenheden die bij de Grondwet uitdrukkelijk aan het decreet voorbehouden zijn.

Deze besluiten kunnen met name de administratieve, burgerrechtelijke en strafrechtelijke straffen bepalen die van toepassing zijn op de overtreding ervan.

De strafrechtelijke sancties mogen geen straffen bevatten die hoger zijn dan die, welke de aangevulde, gewijzigde of vervangen wetgeving verbindt aan de desbetreffende overtredingen op het ogenblik van inwerkingtreding van dit decreet."

In dit wettelijk kader zal het ontwerp-besluit worden onderworpen aan een latere decretale bevestiging overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020.

De Regering zal niet uit het oog verliezen dat, overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van 17 maart 2020, het ontwerp van besluit aan de Voorzitter van het Parlement zal worden meegedeeld vóór de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* (1).

Er wordt overigens voorgesteld, zelfs als artikel 3*bis*, § 1, lid 2, van de gecoördineerde wetten "betreffende de Raad van State" het niet formeel voorschrijft, om tegelijk met het besluit het verslag aan de Regering, vergezeld van dit advies te publiceren.

2.1. Er zij vervolgens op gewezen dat verschillende artikelen van het ontwerp-besluit niet tot doel hebben bepalingen van wetgevende aard op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen, maar veeleer te voorzien in afwijkingen van of aanvullingen op de geldende reglementaire bepalingen, die vervat zijn in gewone besluiten die door de Waalse Regering zijn aangenomen of die onder haar bevoegdheid vallen.

Dit geldt met name voor de artikelen 4, 5, 6, 13 (*partim*) en 14 (*partim*) van het ontwerp.

Wat betreft de bepalingen die uitsluitend bedoeld zijn om af te wijken van of een aanvulling te vormen op reglementaire bepalingen, kunnen ze in voorkomend geval een rechtsgrondslag vinden in de wettelijke bepalingen die zelf de rechtsgrondslag vormen van de gewone besluiten die men voornemens is aan te vullen of af te wijken.

2.2. Het voornemen van de Regering, zoals vermeld in de aanhef van het ontwerp, is echter zich te baseren op artikel 2 van het decreet van 17 maart 2020 en dus gebruik te maken van bijzondere machten voor alle bepalingen van het ontwerp.

In dit verband moet worden benadrukt dat, in het licht van artikel 4, § 1, van het decreet van 17 maart 2020, het gebruik van bijzondere machten de Regering vrijstelt van de noodzaak om voorafgaande formaliteiten te vervullen, onder voorbehoud van de formaliteiten die voortvloeien uit normen die hoger zijn dan die van het decreet en de blijvende verplichting om de afdeling Wetgeving van de Raad van State te raadplegen onder de voorwaarden van het tweede lid van het voornoemde artikel 4, § 1.

In dit verband moet de aandacht van de auteur van het ontwerp worden gevestigd op het volgende.

In advies nr. 67.142/AG gegeven op 25 maart 2020 over een voorstel dat de wet van 27 maart 2020 'die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I)' en de wet van 27 maart 2020 'die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)' is geworden, heeft de afdeling Wetgeving in deze bewoordingen commentaar gegeven op de mogelijkheid voor de Uitvoerende macht om een rechtsgrond te zoeken, zowel in gewone machtigingen als in een wettelijke bepaling die de Uitvoerende macht bijzondere bevoegdheden toekent:

"8. Er wordt voorzien in de verplichte bekrachtiging van alle besluiten die op grond van de voorgestelde regeling worden genomen, ook wanneer dit vanuit juridisch oogpunt niet strikt noodzakelijk is. Zo is het mogelijk dat de Koning maatregelen neemt of wijzigingen aanbrengt in reglementaire bepalingen die reeds op grond van de actueel geldende wetgeving tot zijn bevoegdheid behoren, maar daarbij toch rechtsgrond zoekt in artikel 5, § 1, van het voorstel, bijvoorbeeld omdat deze samenhangen met maatregelen waarvoor wel degelijk een beroep moet worden gedaan op de bijzondere machten of omdat de bijzonderemachtenwet hem toelaat voorbij te gaan aan bepaalde vormvereisten.

Als gevolg van de bekrachtiging verkrijgen alle bij bijzonderemachtenbesluit vastgestelde of gewijzigde bepalingen kracht van wet. Zij kunnen daarna enkel nog worden gewijzigd door middel van een formele wet. De Koning zal ze niet meer eigenmachtig kunnen wijzigen, zelfs niet indien een specifieke wetsbepaling hem machtigt om ter zake maatregelen te nemen. Om die reden heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, in het verleden steeds afgeraden om in gewone uitvoeringsbesluiten wijzigingen aan te brengen bij bijzonderemachtenbesluiten (2).

De wetgever dient dan ook na te gaan of het niet zinvol is om, hetzij in het voorliggende voorstel, hetzij in de latere bekrachtigingswetten, aan te geven dat de bekrachtigde bepalingen door de Koning opnieuw zullen kunnen worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen, althans in zoverre daarvoor ook een materiële rechtsgrond voorhanden is (3)".(4)

2.3. Het staat derhalve aan de Regering om het decreet van 17 maart 2020 te gebruiken als basis voor de aanneming van het ontwerp-besluit indien zij van mening is dat de uitvoering ervan dermate dringend is dat geen enkel uitstel mogelijk is dat verband houdt met de vervulling van de vereiste voorafgaande vormvereisten (5).

Zoals vermeld in hierboven vermelde algemene opmerking nr. 1, zal het ontwerp in dit geval worden onderworpen aan een latere decretale bevestiging overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020. Bovendien zal het ontwerp- besluit, overeenkomstig artikel 4, § 2, van hetzelfde decreet, vervolgens aan de Voorzitter van het Parlement worden meegedeeld vóór de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Ten overvloede en rekening houdende met de datum waarop dit advies wordt uitgebracht, wordt de aandacht van de steller van het ontwerp ook gevestigd op de noodzaak om het ontwerp, indien het gebaseerd is op bovengenoemd decreet van 17 maart 2020, uiterlijk op 17 juni 2020 aan te nemen, aangezien de aan de Regering verleende machtiging, overeenkomstig artikel 6 van datzelfde decreet, "geldig is gedurende drie maanden na de inwerkingtreding ervan", die plaatsvond op 18 maart 2020 krachtens artikel 7 van hetzelfde decreet.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De artikelen 127 en 138 van de Grondwet vormen niet de rechtsgrondslag van het ontworpen besluit.

Het eerste lid dient dus weggelaten.

2. Het tweede lid, dat het eerste lid wordt, wordt vervangen als volgt :

"Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, artikel 2;"

3. Na lid 2, dat lid 1 wordt, worden in de aanhef leden ingevoegd om, naar analogie van de praktijk voor het vermelden van teksten die door een ontwerp worden gewijzigd, te verwijzen naar de teksten waarvan het ontwerp wil afwijken of die het wil aanvullen (6).

4. De in de leden 3 tot en met 5 bedoelde adviezen, overeenkomst en verslag zijn respectievelijk op 3, 4 en 3 juni 2020 uitgebracht en uitgevoerd.

De aanhef zal bijgevolg aangevuld of herzien worden.

Beschikkend gedeelte

Artikel 3

Volgens de bespreking van artikel 3 "zijn de bepalingen [van artikel 3] van toepassing op alle overeenkomsten voor beroepsopleiding waarvan de opleiding tussen 1 juni en 31 september 2020 wordt verstrekt".

Het derde lid van het beschikkend gedeelte bepaalt evenwel dat "[d]e leden 1 en 2 van zijn toepassing op elke opleiding die valt onder een overeenkomst voor beroepsopleiding [...] die tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020 verstrekt wordt".

Het beschikkend gedeelte en de bespreking ervan zullen op elkaar worden afgestemd.

Artikel 12

De terugvordering van onterecht uitbetaalde of gebruikte toelagen is reeds in detail geregeld bij artikel 61 van het decreet van 15 december 2011 'houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden'.

De Afdeling Wetgeving ziet daarom het nut van het vierde lid van artikel 12 van het ontwerp niet in en, nog belangrijker, hoe het zou kunnen worden gerechtvaardigd in het licht van de vereisten van artikel 2 van het decreet van 17 maart 2020, die de uitvoering van de aan de Regering verleende bijzondere machten ondergeschikt maakt aan de noodzaak om "passende maatregelen te nemen om elke situatie die een probleem vormt in het strikte kader van de pandemie van COVID-19 en de gevolgen ervan te voorkomen en aan te pakken en die op straffe van ernstig gevaar met spoed moet worden aangepakt", en dit "om de Waalse Regering in staat te stellen om te reageren op de pandemie COVID-19".

Het vierde lid dient dus weggelaten.

Een identieke opmerking geldt voor artikel 17, lid 3, van het ontwerp.

Artikel 19

Om rekening te houden met het feit dat het de bedoeling is dat de uitvoeringsbepaling in voorkomend geval ook door elke toekomstige houder van ministeriële bevoegdheden op het gebied van de beroepsopleiding ten uitvoer wordt gelegd, moet artikel 19 als volgt worden opgesteld:

"De Minister bevoegd voor beroepsopleiding is belast met de uitvoering van dit besluit".

De Griffier,
Béatrice Drapier

De Voorzitter,
Pierre Vandernoot

Nota's

- 1 Voor een soortgelijke opmerking, zie advies nr. 67.173/2 gegeven door de Afdeling Wetgeving op 1 april 2020 over een ontwerp dat het besluit houdende bijzondere machten nr. 2 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van een nood- en steunfonds, genomen ter uitvoering van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis in verband met het COVID-19' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67173.pdf>) is geworden en advies nr. 67.348/2 gegeven op 11 mei 2020 over een ontwerp-besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap inzake de steun voor ontmoetings- en opvangcentra in het kader van de gezondheids crisis COVID-19'.
- 2 *Voetnoot nr° 13 van het geciteerde advies* : Zie met name advies r.v.st 25.669/8 van 24 oktober 1996 over een ontwerp dat het Koninklijk Besluit van 18 november 1996 'streckende tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van titel VI van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels' is geworden, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25669>; advies r.v.st 25.671/8 van 24 oktober 1996 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 18 november 1996 'houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen, met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels' is geworden, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25671>; advies r.v.st. 25.992/1/2/8 van 23 januari 1997 over een

voorontwerp dat de wet van 13 juni 1997 is geworden 'tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25_992.

- 3 *Voetnoot nr° 14 van het geciteerde advies* : Een dergelijke bepaling, die bijvoorbeeld ook wordt gehanteerd wanneer de wetgever rechtstreeks wijzigingen aanbrengt aan een reglementaire bepaling, kan immers op zichzelf niet worden beschouwd als een onbeperkte machtiging die de Koning toelaat eender welke wijziging door te voeren. Het betreft integendeel slechts een formele toelating aan de Koning om de betrokken bepalingen opnieuw te wijzigen, zonder dat hij daarbij vrijgesteld wordt van het vereiste dat er ook een materiële rechtsgrond voorhanden zal dienen te zijn. {0><0{><0{><0}
- 4 *Parl. St. Kamer 2019-20, nr. 55-1104/2, 10 en 11, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67142.pdf>.*
- 5 Bij voorbeeld, in casu, het advies van het beheerscomité van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling) vereist krachtens artikel 13 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi ».
- 6 *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, ongles « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30.* De in de leden 3 tot en met 5 bedoelde adviezen, overeenkomsten en verslagen zijn respectievelijk op 3, 4 en 3 juni 2020 uitgebracht en uitgevoerd.

**16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 52
betreffende de afbouwmaatregelen COVID-19 inzake de beroepsopleiding,
genomen krachtens artikel 138 van de Grondwet**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, artikel 2;

Gelet op het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juni 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 2020;

Gelet op het rapport van 3 juni 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 67.54/2 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelentiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die sinds begin maart 2020 vergadert;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crisis; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op de evolutie van de COVID-19-epidemie en de beslissingen van de Nationale Arbeidsraad betreffende de verschillende afbouwperiodes;

Overwegende dat, ondanks de verbetering van de situatie, de strikte naleving van de gezondheidsmaatregelen moet worden gehandhaafd;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de lockdownperiode de sectoren en regelingen voor de beroepsopleiding in gevaar heeft gebracht, evenals de doelstellingen die met deze regelingen worden nagestreefd;

Gelet op de gevolgen op middellange termijn van de crisis COVID-19 en het effect van de veiligheidsmaatregelen die nog steeds van toepassing zijn in de bovengenoemde regelingen;

Overwegende dat de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown derhalve gepaard moet gaan met de nodige maatregelen om de doelstellingen van de bovengenoemde regeling na te streven;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de werkgelegenheid en de handhaving van de sociale prestaties voortvloeiend uit deze regelingen te garanderen;

Gezien de dringendheid van de uitvoering van deze maatregelen om het ermee beoogde doel te bereiken en overwegende dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown kan belemmeren;

Overwegende dat het, gelet op de sanitaire veiligheidsregels die een aanpassing van de modaliteiten in verband met het verstrekken van de beroepsopleidingen vereisen, met name wat de wekelijkse opleidingsregelingen betreft, noodzakelijk is de organisatie van een deel van sommige opleidingen op afstand mogelijk te maken om op de behoeften van de stagiairs in te spelen en om de modaliteiten voor de opschorting van de beroepsopleidingsovereenkomsten aan te passen;

Overwegende dat met het oog op de sanitaire veiligheid en om redenen van administratieve vereenvoudiging, het sluiten op afstand van de overeenkomsten voor beroepsopleiding en de overeenkomsten opleiding-inschakeling toegestaan moet worden;

Overwegende dat er, aangezien de sanitaire veiligheidsmaatregelen, met inbegrip van de maatregelen inzake social distancing, niet langer meer dan 50% van de bevolking van vóór de crisis in staat stellen een opleiding te volgen, wordt voorgesteld om de alternerende opleiding voor alle werkzoekenden te bevorderen door tot 31 december 2020 de selectiecriteria voor de doelgroepen (leeftijd, opleiding, ontvangst van vervangingsuitkeringen, ...) op te heffen, teneinde de mogelijkheid voor de stagiairs om een opleiding te volgen en uiteindelijk hun kansen op de arbeidsmarkt te vergroten;

Overwegende dat, om de sanitaire veiligheid van de werknemers en de gebruikers van de door de centra voor socioprofessionele inschakeling en de opleidingsoperatoren PMTIC aangeboden diensten te waarborgen, de extra kosten voor de levering van sanitaire voorzieningen moeten worden gecompenseerd;

Overwegende dat, om de prestaties of afstand die tijdens de lockdownperiode zijn opgezet te ondersteunen en hun ontwikkeling te waarborgen, de centra voor socioprofessionele inschakeling en de opleidingsoperatoren PMTIC moeten worden bijgestaan bij het in gebruik nemen van computerapparatuur;

Overwegende dat het aantal begunstigden dat de komende maanden de door de centra voor socioprofessionele inschakeling en de opleidingsoperatoren PMTIC georganiseerde opleidingen zal volgen, rechtstreeks zal worden getroffen door de maatregelen die worden genomen om de sanitaire veiligheid te waarborgen, terwijl het aantal opleiders en de daaraan verbonden kosten op zijn minst gelijk blijven;

Overwegende dat de maatregelen van toepassing zijn vanaf 1 juni 2020 en, voor sommige daarvan, vanaf 1 januari 2020; dat het besluit bijgevolg op 1 januari 2020 en voor de artikelen 10 en 15 op 1 januari 2020 in werking moet treden;

Overwegende dat deze inwerkingtreding bedoeld is om de volle werking van de maatregelen en het bereiken van de doelstellingen ervan te waarborgen;

Overwegende dat deze terugwerkende kracht geen afbreuk doet aan de rechten van derden en integendeel voor hen gunstig is;

Op de voordracht van de Minister van Vorming,

Na beraadslaging,

Besluit :

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit en voor elke van de bepalingen die met betrekking tot de subsidiëring zijn vastgesteld, mag het bedrag van de subsidie niet hoger zijn dan de kosten die daadwerkelijk door de begunstigde worden gedragen, voor wat gesubsidieerd wordt.

Afdeling 2. — Maatregelen betreffende de overeenkomst voor beroepsopleiding

Art. 3. Wanneer een beroepsopleiding die onder een overeenkomst voor beroepsopleiding valt, ten gevolge van de aanpassingen die voortvloeien uit de toepassing van de gezondheidsvoorschriften die in het kader van de COVID-19-crisis zijn vastgesteld, niet kan worden verstrekt volgens de wekelijkse regeling die gewoonlijk op de betrokken beroepsopleiding van toepassing is, worden de niet-verstreckte opleidingsuren binnen de perken van de beschikbare middelen vervangen door uren opleiding op afstand die beantwoorden aan de behoeften van de stagiair op het gebied van de verwerving van vaardigheden.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde niet-verstreckte opleidingsuren niet door een opleiding op afstand kunnen worden vervangen, wordt de uitvoering van de overeenkomst voor beroepsopleiding tijdens de betrokken uren opgeschort.

De leden 1 en 2 zijn van toepassing op elke opleiding die valt onder een overeenkomst voor beroepsopleiding in de zin van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding en die tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020 verstrekt wordt.

Art. 4. In afwijking van artikel 15 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding kan de overeenkomst voor beroepsopleiding tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020 geheel of gedeeltelijk op afstand worden aangegaan aan de hand van een elektronische identiteitskaart.

Afdeling 3. — Maatregelen betreffende de regeling voor individuele opleiding

Art. 5. Voor de toepassing van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding kan de opleidingsovereenkomst geheel of gedeeltelijk op afstand gesloten worden aan de hand van een elektronische identiteitskaart.

Art. 6. In afwijking van artikel 7, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding kan elke van de partijen tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020 de overeenkomst opleiding-inschakeling per e-mail opzeggen, met inachtneming van de overige voorwaarden die gelden voor de opzegging van de overeenkomst opleiding-inschakeling.

Afdeling 4. — Maatregelen betreffende de regeling voor alternerende opleiding van de werkzoekenden

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 4, §§ 1 en 2, van het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, is de alternerende opleiding toegankelijk voor:

- 1° elke niet-werkende werkzoekende die als dusdanig ingeschreven is bij de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), afgekort "FOREM";
- 2° elke werkzoekende die opgenomen is in een omschakelingscel zoals bepaald bij het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen.

In afwijking van het eerste lid is de alternerende opleiding niet toegankelijk voor de werkzoekende die als leerling ingeschreven is voor een gelijksoortig beroep bij een onderwijsoperator, noch bij een erkende operator alternerende opleiding.

§ 2. Wanneer de uitvoering van de alternerende opleiding plaatsvindt tijdens de periode van de inschakelingsstage bedoeld in artikel 36, § 1, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, in afwijking van artikel 7, eerste lid, van het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, bedraagt de duur ervan minder dan negen maanden.

Art. 8. In afwijking van artikel 5 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en wanneer de niet-werkende werkzoekende bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, 2°, niet in aanmerking komt voor een inschakelings-, werkloosheids- of beschermingsuitkering krachtens het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering noch voor een leefboon ingevoerd door de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, moet de alternerende opleiding:

- 1° minder dan 150 uur opleiding op jaarbasis bij een opleidingsoperator omvatten;
- 2° en minder dan 20 uur opleiding op weekbasis bij de werkgever omvatten.

Het in het eerste lid, 1°, bedoelde aantal uren wordt berekend in verhouding tot de totale duur van de opleiding.

Art. 9. De artikelen 7 en 9 zijn van toepassing op elke overeenkomst voor alternerende opleiding gesloten tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020 en voor de hele duur ervan.

Afdeling 5. — Centrum voor socioprofessionele inschakeling

Art. 10. De toelage bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling wordt verhoogd met een bedrag dat overeenstemt met 0,15 euro, vermenigvuldigd met het jaarlijks aantal opleidingsuren waarvoor het centrum voor socioprofessionele inschakeling is erkend, gedeeld door 2.

De in het eerste lid bedoelde verhoging van de toelage is bedoeld om de aankoop van paramedische, medische en sanitaire apparatuur en producten te dekken, alsmede de door het centrum voor socioprofessionele inschakeling tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020 betaalde kosten voor het onderhoud van de lokalen.

Art. 11. Een eenmalige uitzonderlijke toelage van 5.000 EUR wordt toegekend aan de centra voor socioprofessionele inschakeling, erkend in het kader van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, om de aankoop van informaticamateriaal en -uitrusting te dekken waarmee de activiteiten van het centrum voor socioprofessionele inschakeling op afstand kunnen worden uitgevoerd.

Art. 12. In afwijking van artikel 17, § 3, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling stemt het bedrag overeenstemmend met de verhoging van de toelage bedoeld in artikel 10 en met de toelage bedoeld in artikel 11 uitbetaald door de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" uitbetaald op basis van een door het centrum voor socioprofessionele inschakeling verzonden aangifte van schuldvordering.

Het centrum voor socioprofessionele inschakeling verstrekt bij de toezending van de documenten bedoeld in artikel 31, § 4, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling de bewijsstukken met betrekking tot de uitgaven bedoeld in de artikelen 10 en 11.

De in artikel 11 van dit besluit bedoelde uitgaven worden geacht over het jaar 2020 te zijn afgeschreven.

Art. 13. Voor de toepassing van artikel 17, § 5, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socio-professionele integratie en van artikel 33 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socio-professionele integratie wordt één uur opleiding die tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020 wordt verstrekt, dubbel geteld, binnen de perken van het aantal erkende opleidingsuren.

Afdeling 6. — Sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën

Art. 14. Voor de toepassing van artikel 10, § 1, van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën en van artikel 12, eerste lid, 1° en 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, worden de opleidingsuren die tussen 1 juni 2020 en 31 december 2020 worden verstrekt, dubbel geteld, binnen de perken van het aantal erkende opleidingsuren.

Art. 15. De toelage bedoeld in artikel 10, § 1, van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën wordt verhoogd met een bedrag dat overeenstemt met 0,15 euro, vermenigvuldigd met het aantal opleidingsuren waarvoor de in artikel 2, 1° van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën bedoelde opleidingsoperator is erkend, gedeeld door 2.

De in het eerste lid bedoelde verhoging van de toelage is bedoeld om de aankoop van paramedische, medische en sanitaire apparatuur en producten te dekken, alsmede de door de opleidingsoperator PMTIC tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020 betaalde kosten voor het onderhoud van de lokalen.

Art. 16. Een eenmalige uitzonderlijke toelage van 1.000 EUR wordt toegekend aan de opleidingsoperatoren bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, om de aankoop van informaticamateriaal en -uitrusting te dekken die het mogelijk maken om opleidingsactiviteiten op afstand uit te voeren.

Art. 17. Het bedrag van de verhoging van de toelage bedoeld in artikel 15, en de toelage bedoeld in artikel 16 worden door de Administratie bedoeld in artikel 2, 3°, van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën uitbetaald op basis van een door de opleidingsoperator toegezonden aangifte van schuldvoordering.

De opleidingsoperator verstrekt bij de toezending van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 16, 1°, van het besluit van de Waalse regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, de bewijsstukken met betrekking tot de uitgaven bedoeld in de artikelen 15 en 16.

Afdeling 7. — Slotbepalingen

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juni 2020, met uitzondering van de artikelen 10 en 15 die uitwerking hebben op 1 januari 2020.

Art. 19. De Minister bevoegd voor beroepsopleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 16 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/15046]

20 MEI 2020. — Besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot inleiding van de procedure om het gewestelijk bestemmingsplan deels te wijzigen met het oog op de uitvoering van het project voor de renovatie van de hippodroom van Ukkel-Bosvoorde

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op artikel 39 van de gecoördineerde grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, I, 1°;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna het 'BWRO' genoemd), inzonderheid op artikel 27 en bijlage D;

Gelet op het gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling (hierna het 'GPDO' genoemd), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juli 2018, en meer bepaald op Strategie 1 van pijler 1 en Strategie 1 van pijler 2;

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan (hierna het 'GBP' genoemd), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1959 houdende bescherming van het geheel gevormd door het Zoniënwoud en het Capucijnenbos;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 april 2016 tot aanwijzing van het Natura 2000-gebied – BE1000001: "Het Zoniënwoud met bosranden en aangrenzende beboste domeinen en de vallei van de Woluwe – complex Zoniënwoud – Vallei van de Woluwe";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juni 2019 ter goedkeuring van het beheerplan van het Brusselse Zoniënwoud;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2002 waarin drie beschermingszones rondom waterwin- gebied afgebakend worden;

(Gewestelijk belang – project voor herbestemming van de site)

Overwegende dat de hippodroom van Ukkel-Bosvoorde vanaf 1875 werd aangelegd in het verlengde van het Terkamerenbos waarmee hij in 1891 werd verbonden door de Renbaanlaan; dat deze aanleg voortvloeide uit de toenmalige politieke wil om de hoofdstad, naar het voorbeeld van Parijs en Londen, van een renbaan te voorzien;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/15046]

20 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ouvrant la procédure de modification partielle du plan régional d'affectation du sol en vue de permettre la réalisation du projet de réhabilitation de l'hippodrome d'Uccle-Boitsfort

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution coordonnée ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment son article 6, § 1^{er}, I, 1° ;

Vu la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises du 12 janvier 1989 ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après le « CoBAT »), notamment son article 27, ainsi que son annexe D ;

Vu le plan régional de développement durable (ci-après le « PRDD »), adopté par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 2018, et plus particulièrement la stratégie 1 de l'axe 1 et la stratégie 1 de l'axe 2 ;

Vu le plan régional d'affectation du sol (ci-après le « PRAS. »), adopté par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001 ;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1959 portant classement comme site de l'ensemble formé par la Forêt de Soignes et le Bois des Capucins ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 avril 2016 portant désignation du site Natura 2000 - BE1000001 : « La Forêt de Soignes avec lisières et domaines boisés avoisinants et la Vallée de la Woluwe - complexe Forêt de Soignes - Vallée de la Woluwe » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juin 2019 approuvant le plan de gestion de la forêt de Soignes bruxelloise ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2002, lequel délimite trois zones de protection de captage ;

(Intérêt régional – projet réaffectation du site)

Considérant que l'hippodrome d'Uccle-Boitsfort a été aménagé à partir de 1875, dans le prolongement du Bois de La Cambre, avec lequel il fut relié en 1891 par l'avenue de l'Hippodrome ; que cet aménagement émane de la volonté politique d'alors de doter la capitale d'un hippodrome, à l'instar de Paris et Londres ;